

L'enquête sur les services itinérants d'aide aux personnes sans-domicile 2012

Stéphane Legleye^{1,2,3}, Martine Quaglia¹, Nicolas Razafindratsima¹, Géraldine Charrance¹, Gaëlle Meslay¹,
Fannie Plessis¹, Lamia Zamouri¹, Bernard de Clédat¹ et le Service des enquêtes de l'Ined.

1. Institut national des études démographiques (INED), Paris (France)

2. Inserm, U669, Paris (France)

3. Univ Paris-Sud and Univ Paris Descartes, UMR-S0669, Paris (France)

Thématique : analyse de données d'enquête

Résumé

En janvier-mars 2012, l'INSEE et l'INED ont réalisé une enquête auprès de 4 500 personnes francophones utilisatrices des services d'hébergement ou de distribution de repas chauds dans les agglomérations de 20 000 habitants ou plus. Comme la première enquête de 2001, cette enquête est représentative et interroge des sans-domicile « au sens restreint », c'est-à-dire des usagers de ces services. Ceux qui n'ont aucune fréquentation de ces services ne sont pas couverts par l'enquête, ce qui pourrait biaiser les estimateurs si ces individus étaient nombreux et très différents de ceux de l'enquête principale.

En 2012 comme en 2002, l'Ined a donc entrepris de mener une enquête de couverture auprès de personnes qui *a priori* ne recourent pas ou très peu aux services d'aide et d'hébergement afin de vérifier ces points. L'enquête a porté sur les « maraudes », i.e. les services itinérants (hors distribution de nourriture, figurant dans l'enquête principale) allant à la rencontre des sans-domicile.

L'exposé présentera la méthodologie, le déroulement de la collecte et quelques éléments décrivant la population interrogée et enfin une discussion des résultats.

Mots-clefs : sans-domicile ; maraudes ; enquête de couverture

Abstract

Between January and March 2012, the INSEE and the INED conducted a survey among 4,500 French speaking persons who use housing and catering services mainly dedicated to homeless people in urban areas of more than 20,000 inhabitants. Like the previous survey conducted in 2001, this survey is representative of the users of these services but excludes the people who never or very rarely use them. This exclusion may bias the results. In 2012 like in 2002, the INED conducted a coverage survey aiming at studying this population.

The survey focused on the mobile services (outreach services) that reach homeless people in the street, woods etc. that were not included in the main survey.

The work exposes the methodology, the fieldwork and shows some preliminary results describing the population and comparing it to the one interviewed in the principal survey.

Keywords : homeless people ; coverage survey ; outreach services.

Rappel du contexte

En janvier-mars 2012, l'INSEE et l'INED ont réalisé une enquête auprès de 4 500 personnes francophones utilisatrices des services d'hébergement ou de distribution de repas chauds dans les agglomérations de 20 000 habitants ou plus [1]. Cette enquête reprenait la suite de l'enquête de 2001 [2-4] qui elle-même adaptait au niveau national la méthode employée par l'INED à Paris en 1995 et 1998 [5].

Ces deux enquêtes nationales sont représentatives et interrogent des sans-domicile « au sens restreint », c'est-à-dire des personnes qui passent la nuit dans un centre d'hébergement, ou dans un lieu non prévu pour l'habitation, comme l'espace public. Ceux qui n'ont aucune fréquentation de ces services ne sont pas couverts par l'enquête, ce qui pourrait biaiser les estimateurs si ces individus étaient nombreux et très différents de ceux de l'enquête principale.

Les différentes étapes de l'enquête

Après une étape préalable d'entretiens avec les responsables des principales associations et services de maraudes, la première phase de l'enquête a consisté à sélectionner des villes, à y faire l'inventaire des services itinérants et recueillir des informations sur leur fonctionnement (enquête téléphonique), et enfin à tirer les services à enquêter. La seconde phase comprend l'enquête pilote, l'enquête proprement dite, les calculs des pondérations, et l'analyse des données. Les résultats actuels ne sont pas pondérés. L'enquête s'est déroulée du 4 Mars au 29 mars 2013.

La sélection des villes

Quatre agglomérations parmi celles où s'était déroulée l'enquête principale INSEE/Ined ont été sélectionnées pour réaliser l'enquête téléphonique. Les villes ont été choisies à partir de l'hypothèse selon laquelle les personnes qui n'utilisaient pas du tout les services d'hébergement et de distribution de repas seraient particulièrement nombreuses (en proportion) dans les agglomérations où étaient déjà nombreuses les personnes qui utilisent très peu ces services. Cette opération a permis de sélectionner quatre « agglomérations » parmi les 80 de l'enquête principale : Paris et petite couronne, Lille, Nice, Toulouse.

L'inventaire des services itinérants

Un inventaire des services itinérants a ensuite été réalisé. L'objectif de l'opération était de recenser tous les services qui effectuaient des maraudes, au sens de l'étude, de recueillir des informations sur leur fonctionnement et d'obtenir les informations nécessaires au tirage. Pour cela, des réunions ont eu lieu avec les différentes associations connues au niveau national et régional et des entretiens téléphoniques ont eu lieu avec les responsables des services dans les agglomérations sélectionnées.

Les informations recueillies montrent une grande diversité des modes d'organisation, de la dimension (et des moyens) et du type d'action des associations.

Tirage des services à enquêter, unité et plan d'échantillonnage, sélection des personnes à enquêter

Lors du questionnaire téléphonique, les équipes avaient indiqué leurs jours et horaires de sorties. Lorsque la durée des sorties dépassait 5h (durée maximale raisonnable de présence d'un enquêteur sur le terrain), elles étaient découpées en tranches horaires. Pour les villes de province, l'effectif de tranches horaires (pour une semaine) a été multiplié par deux puisque la collecte se faisait sur deux semaines et pour Paris (plus petite

couronne), par trois (trois semaines de collecte). L'unité échantillonnée est donc le créneau horaire (un jour donné, une semaine donnée dans une équipe donnée).

La base de données servant pour l'échantillonnage de l'enquête maraudes SI 2013 comporte plusieurs niveaux de lecture : les services itinérants, les équipes (plusieurs équipes pouvant être rattachées à un même service) et les tranches horaires d'activité des équipes. Les enjeux d'échantillonnage reposent davantage sur le tirage des équipes que celui des tranches horaires. Nous avons donc réalisé des tirages à plusieurs degrés (tirage d'équipes puis tirage aléatoire de tranches horaires parmi les équipes sélectionnées).

Pour les services rencontrant suffisamment de personnes, les enquêteurs étaient par deux et occupaient l'un après l'autre les rôles de « dénombreur » et d'enquêteur. Pour les très petits services (quelques personnes rencontrées par sortie), un seul enquêteur était chargé des deux rôles. Dans tous les cas, le but était d'obtenir 5 questionnaires en tout pour chaque sortie. Le circuit effectué par le service lors de sa sortie était considéré comme l'équivalent d'une file, et chaque arrêt fait par l'équipe constituait la base du tirage.

Dans les « petits » services, l'enquêteur devait solliciter chaque personne rencontrée, dans la mesure des possibilités (c'est-à-dire à l'exclusion des personnes endormies et de toute sollicitation qui risquerait de retarder ou perturber la qualité de l'intervention des travailleurs sociaux). Il devait rester jusqu'à la fin de la sortie pour établir les différents décomptes demandés et recueillir ceux de l'équipe ; mais il ne devait plus passer de questionnaire lorsqu'il en aurait rempli cinq.

Dans les services de plus grande taille, l'un des enquêteurs interrogeait la « première personne à droite » (procédure pseudo-aléatoire automatique et simple) dans le premier groupe contacté par l'équipe à chaque arrêt. En cas de refus ou d'impossibilité, elle devait être remplacée par la personne la plus proche, jusqu'à épuisement des personnes présentes ou départ du service itinérant. Le deuxième enquêteur devait observer les alentours et les contacts pris par le service. Il devait réaliser les divers dénombrements demandés. Les rôles devaient être échangés à l'arrêt suivant. Le nombre de cinq questionnaires n'a pas toujours pu être respecté et c'est au niveau du calcul des pondérations qu'on peut alors effectuer une compensation.

Questionnaire

Un des objectifs de l'enquête est d'évaluer la fréquentation des services de restauration et d'hébergement mobilisés dans l'enquête principale. Plus largement, les conditions de vie et les motifs de rester éventuellement à l'écart des services d'hébergement et de restauration sont également investigués. Le questionnaire s'inspire largement de celui de 2002 : il comprend un module de signalétique, un module sur la fréquentation des services, les ressources, le travail... Il est conçu pour durer une vingtaine de minutes.

Formation des enquêteurs

La formation des enquêteurs a eu lieu le 26 et 27 février 2013 dans les locaux de l'Ined. Deux jours de formation ont été nécessaires pour présenter les objectifs de l'enquête et le contexte dans lequel elle s'inscrit mais aussi le protocole méthodologique et les documents de collecte. Les enquêteurs et les formateurs se sont prêtés à des jeux de rôles pour s'imprégner du questionnaire et simuler les situations d'enquête.

Douze enquêteurs ont été mobilisés pour le terrain de l'enquête Services Itinérants 2013 : 7 dans la région Ile-de-France et 5 en Province (Lille, Toulouse et Nice). Avant le terrain principal, un test a été organisé à Paris dans 3 services variés (nature, taille) pour connaître les conditions d'enquête et améliorer le protocole et les documents de collecte.

Tableau 1 : Synthèse de la base de sondage et du tirage

	Services échantillonnés (base de sondage)	Equipes échantillonnées (base de sondage)	Tranches horaires échantillonnées (base de sondage)	Questionnaires attendus personnes rencontrées par semaine^a
Paris et petite couronne	29 / (29) (exhaustif)	61 / (101)	76 / (1182) (6,4%)	163 / (6051)
Toulouse	6 / (6) (exhaustif)	9 / (9) (exhaustif)	10 / (118) (8,4%)	20 / (370)
Lille	3 / (3) (exhaustif)	9 / (9) (exhaustif)	11 / (212) (5,1%)	22 / (520)
Nice	3 / (3) (exhaustif)	5 / (5) (exhaustif)	8 / (70) (11,4%)	16 / (176)
Total	41 / (41) (exhaustif)	84 / (124)	105 / (2212) (4,7%)	221 / (7117)

^a : Il ne s'agit pas forcément de personnes différentes.

Résultats

Déroulement de la collecte

La collecte, qui a eu lieu durant tout le mois de mars 2013 s'est bien déroulée, même si les enquêteurs et coordinateurs ont dû faire face à plusieurs obstacles, dès la préparation du terrain. Sur 93 visites, au sein de 42 services, 54 ont été reportées et n'ont pas eu lieu le jour prévu par le tirage et seulement 6 visites n'ont pas pu avoir lieu (service hors champ ou refus).

Globalement, les enquêteurs ont été le plus souvent confrontés à des problèmes de communication : services non informés, réticences inattendues, ce qui a occasionné de nombreux changements de dates et d'horaires d'enquête. Les intempéries ont également bouleversé le planning du terrain.

Taux de participation

Au total, parmi 591 personnes contactées, 231 questionnaires ont été réalisés soit 39 %. Ce taux global cache des disparités importantes. Ainsi, à Nice, 17 questionnaires ont été réalisés sur 82 (20,7%), à Toulouse, 13 sur 38 (46%), à Lille 23 sur 33 (69,7%) et à Paris et en petite-couronne, 178 sur 438 (41%).

Personnes interrogées

Près de 60% des sans-domicile interrogés sont âgés de 41 à 60 ans et les 18-25 ans ne représentent que 5% des répondants. A titre de comparaison, 17% des répondants à l'enquête principale étaient âgés de 18-25 ans. Les femmes sont également très minoritaires (12% de la population enquêtée contre 40% dans l'enquête principale). Par ailleurs, une grande majorité est célibataire : 70% des interrogés sont dans ce cas, contre seulement 7% de mariés ou pacsés, et 17% sont divorcés. Même si les célibataires sont également majoritaires dans l'enquête principale (63%), on y compte cependant 17% de mariés ou pacsés.

Dans la plupart des cas, les personnes enquêtées vivent également sans enfants : seules 4% d'entre-elles déclarent vivre avec un enfant. En comparaison, l'enquête principale a montré que 30 000 enfants

accompagnait les 81 000 adultes interrogés. Les résultats concernant les études suivies sont assez similaires à ceux de l'enquête principale. Si 60% des individus interrogés dans l'enquête ont arrêté leurs études avant le lycée, seuls 1% n'ont jamais été scolarisés et 16% d'entre eux ont suivi des études supérieures. Plus des deux tiers (68%) sont de nationalité française, contre seulement 47% dans l'enquête principale.

Enfin, 66% des individus enquêtés sont sans-abris au sens de l'INSEE, c'est-à-dire déclarent avoir passé la nuit précédant l'enquête dans un lieu non prévu pour l'habitation (abris de fortune, espace public, haltes de nuit), contre 9% dans l'enquête principale. Les autres se trouvent dans des situations diverses : centres, foyers, hôpitaux, prisons, logement, chambre d'hôtel, etc.

Les non-recours aux centres d'hébergement

La précédente enquête « services itinérants » menée en 2002 permettait de montrer que sur les 96 personnes interrogées, 31 (soit 32% des répondants) n'avaient jamais dormi dans un centre d'hébergement au cours de leur vie [6]. Le manque de sécurité, le manque d'hygiène et la préférence pour la rue (indépendance, mauvaise organisation, etc.) étaient alors les principales raisons citées quant à ce refus de la vie dans les centres.

En 2012, 28% des répondants (hors non-réponse) déclarent qu'ils n'ont jamais dormi dans un centre au cours de leur vie, soit 63 personnes sur les 233 interrogées. Comme c'était déjà le cas en 2002, ces individus ont répondu en grande majorité ne pas vouloir dormir dans les centres d'hébergement à cause du manque de sécurité, du manque d'hygiène ou parce qu'ils préfèrent vivre dans la rue. Plus précisément, les individus évoquent principalement l'insécurité ressentie dans les centres (30%), le manque d'hygiène (16%), mais aussi leur souhait de ne pas fréquenter les usagers des centres (10%), préférer la vie dans la rue (10%), le manque d'intimité (6%) ou ne pas supporter les règlements (6%) : « inconfortable, des gens qui crient la nuit » ; « j'ai entendu dire qu'il y avait beaucoup de vols et de gens alcoolisés » ; « j'aime être seul » ; « je n'aime pas, j'aime la liberté » ; « les autres Polonais disent que ce n'est pas propre, qu'il y a des poux » ; « il y a trop de gens négatifs » ; « on ne dort pas, on dort moins que dans la rue, c'est trop risqué. Je connais les gens qui vont là-bas, ils ne sont pas fréquentables, ça sort le couteau » ; « je veux garder ma dignité, je préfère me débrouiller que de demander de l'aide », etc. A ce sujet, les résultats semblent alors assez proches de ceux mis en avant par l'enquête de 2002.

Recouvrement avec l'enquête principale

Si 28% des répondants à l'enquête « maraude » déclarent n'avoir jamais fréquenté un centre d'hébergement au cours de leur vie (potentiellement des individus plus marginaux et plus vulnérables), la proportion d'enquêtés qui par leur situation ont pu échapper à l'enquête principale s'élève à plus d'un tiers des répondants. En effet, 39% d'entre eux déclarent ne pas avoir fréquenté un centre d'hébergement, une distribution de repas, de petits déjeuners et/ou une halte de nuit durant la semaine précédant l'enquête. Ces résultats ne diminuent que légèrement lorsque l'on s'intéresse à la fréquentation de ces différents services durant le mois précédant l'enquête.

Au sein de notre enquête, cette population recourant peu aux services d'aide non itinérants est principalement masculine, tout comme celle qui les fréquente. En revanche, elle est un peu plus jeune (7% de moins de 25 ans vs 4%), un peu plus diplômée (56% d'entre eux ont arrêté leurs études avant le lycée vs 63% de ceux qui fréquentent les services), un peu plus souvent de nationalité française (72% vs 67%) mais est surtout plus

souvent sans-abri que les sans-domicile qui fréquentent les services d'aide (83% vs 54%). Enfin, ces individus qui fréquentent peu les services d'aide non itinérants vivent également dans la rue depuis plus longtemps : 25% d'entre eux sont dans la rue depuis plus de dix ans, contre 13% parmi les autres.

En 2002, les 17 personnes qui n'avaient pas utilisé ces services d'aide étaient tous âgés de plus de trente ans alors que les moins de trente ans représentaient 17% des répondants à l'enquête « maraude ». Une seule femme était concernée (pourtant 16% des enquêtés) et les trois quarts étaient nés en France (79%).

Le tableau 3 montre que l'absence de fréquentation des services d'aide au cours de la semaine précédant l'enquête est répartie de façon homogène selon toutes les caractéristiques des individus interrogés. Seul l'âge semble être discriminant : les 26-40 ans fréquentent un peu plus souvent les services que les autres. Ce résultat perdure dans l'analyse multivariée.

Les ressources

D'autre part en 2002, on constatait qu'une majorité des individus interrogés dans l'enquête « maraude » percevait un revenu provenant d'une allocation (64%) ou d'un don (54%) mais assez peu d'un travail (19%). Par ailleurs 7% ne touchaient aucun revenu, et l'argent donné par les personnes dans la rue occupait une place plus importante que dans l'enquête principale.

En 2012, les dons sont apparaissent prépondérants parmi les revenus des répondants à l'enquête : 59% déclarent en effet avoir touché de l'argent d'un don le mois précédent l'enquête et principalement de gens dans la rue (50%). Plus de la moitié d'entre eux perçoit une allocation (53%) et pour le plus grand nombre il s'agit du RSA. Enfin, le travail reste clairement une source minoritaire de revenus puisque cela ne concerne que 12% des individus interrogés, tandis que 11% ont affirmé n'avoir perçu aucun revenu de quelque nature que ce soit durant le mois précédent.

A titre de comparaison, les revenus issus de dons ne concernent que 28% des répondants à l'enquête principale et seuls 5% lorsque l'on s'intéresse à l'argent donné par des gens dans la rue. Les individus sont aussi plus nombreux à toucher un revenu d'un travail (24%) ou d'allocations (62%) et représentent donc une population moins « fragile » que celle qui est atteinte par le biais de l'enquête « maraude ».

Tableau 3 : Caractéristiques des personnes n’ayant pas fréquenté les services d’aides durant la semaine précédant l’enquête (effectifs, pourcentages, odds-ratios ajustés et intervalles de confiance à 95%)

		%	P1	Ods ratio ajusté	Intervalle de confiance à 95%		P2	N=
Sexe	Hommes	39%					ref	206
	Femmes	41%	0.6669	0.818	0.328	2.039	0.6669	27
Age	18 à 25 ans	55%		1.855	0.516	6.670	0.3442	12
	26 à 40 ans	25%		0.477	0.236	0.964	0.0392	60
	41 à 60 ans	41%					ref	137
	61 et plus	54%	0.0305	1.952	0.777	4.905	0.1547	24
Situation mat	Célibataires	41%					ref	162
	Mariés, Pacs	35%		0.767	0.242	2.432	0.6527	17
	Veufs, divorcés	35%	0.6851	0.744	0.360	1.535	0.4235	49
Revenus du travail	Oui	35%		0.836	0.354	1.975	0.6833	29
	Non	40%	0.6833				ref	204
Revenus d’allocations	Oui	40%		1.055	0.578	1.927	0.8616	123
	Non	38%	0.8616				ref	110
Revenus d’aides	Oui	39%		0.974	0.544	1.745	0.9306	137
	Non	39%	0.9306				ref	96
Etudes	Avant le lycée	36%					ref	161
	Lycée	43%		1.587	0.725	3.475	0.2477	37
	Supérieur	34%	0.5076	1.052	0.461	2.402	0.9045	35
Nationalité	Français	40%					ref	157
	Etrangers	34%	0.6554	0.851	0.419	1.727	0.6554	76

Source : Ined, enquête auprès des personnes rencontrées par les services itinérants (hors distribution de repas chauds), 2012.

P1 : valeur-test du test du χ^2 de Pearson ; P2 : valeur-test du test du χ^2 de Wald

Discussion / Conclusion

L’enquête « maraude » repose sur la sélection *a priori* d’agglomérations de plus de 20000 habitants couvertes par l’enquête principale INSEE / Ined dans lesquelles la proportion de personnes enquêtées fréquentant peu les services de restauration et d’hébergement apparaissait importante. L’hypothèse justifiant ce choix est que ces agglomérations avaient une probabilité élevée de contenir des personnes échappant à l’enquête.

L’enquête « maraude » repose sur un échantillonnage aléatoire et une méthodologie analogues à ceux de l’enquête principale : après le choix des agglomérations, un recensement des services d’aide itinérants a été effectué, puis la répartition horaire des sorties de toutes les équipes impliquées a été établie, au sein de laquelle les sorties ont été échantillonnées proportionnellement au nombre de personnes visitées par les équipes. L’enquête proprement dite a été effectuée en face-à-face, avec sélection pseudo-aléatoire des personnes. Le déroulement de la collecte s’est fait sans accroc et le taux de participation s’avère relativement élevé.

L’enquête maraude a permis d’interroger des personnes ayant une très forte probabilité d’échapper à l’enquête principale car elles n’avaient pas fréquenté les services d’hébergement et de restauration durant la semaine passée, qui représentent un tiers de la population enquêtée. Toutefois, l’analyse montre en première approche

que ces personnes ne diffèrent pas sensiblement des autres, hormis par l'âge. Si l'analyse est encore à un stade préliminaire, les données collectées permettront certainement d'enrichir la connaissance des personnes sans-domicile.

Cette enquête fournit ainsi des informations qui permettraient de compléter la liste des services enquêtés dans l'enquête principale afin de les y inclure plus facilement. En effet, parmi les individus ne fréquentant pas les services mobilisés dans l'enquête principale, 20% se sont rendus dans des lieux d'accueil de jour la semaine précédant l'enquête et surtout une grande majorité déclare avoir un endroit où recevoir le courrier (71%). Pour ces individus, il s'agit principalement d'un centre de domiciliation tenu par une association ou un autre organisme (72%). On peut donc considérer que s'il fallait élargir la liste des services contactés, les centres de domiciliation et les accueils de jour représenteraient un bon moyen de pallier les biais de l'enquête principale.

Les limites de l'enquête sont toutefois nombreuses. En premier lieu, les personnes non francophones ne sont pas incluses, même si elles sont dénombrées dans la phase de collecte. On ne dispose donc pas d'information sur elles. En second lieu, notre enquête ne couvre que des territoires urbains couverts par l'enquête principale, choisis parce que la proportion de personnes ne fréquentant que peu les services mobilisés dans l'enquête principale s'y avérait élevée. Aucune donnée n'est donc produite dans les autres agglomérations qui sont évidemment très nombreuses et diverses et, en particulier, nous ne pouvons pas vérifier l'hypothèse présidant au choix des agglomérations. De même, nous n'avons pas enquêté dans des lieux réputés abriter, au moins temporairement, des personnes sans-domicile ou sans abri (urgences de certains hôpitaux, gares, parcs, etc.), où une population particulière pourrait résider dont l'inclusion correcte dans l'enquête principale n'est pas garantie (migrants en situation irrégulière, clochards âgés et endurcis, etc.). Les zones rurales ont aussi été écartées de cette enquête, faisant l'objet d'une enquête qualitative spécifique. Il est donc impossible de garantir que notre population enquêtée représente bien celle qui était visée. Enfin, la taille de notre échantillon est très réduite (220 personnes), bien qu'elle soit le double de celle de 2002.

Bibliographie

1. Yaouancq, F., et al., *L'hébergement des sans-domicile en 2012: Des modes d'hébergement différents selon les situations familiales*. Insee Première, 2013(1445): p. 1-4.
2. Brousse, C., B. De La Rochère, and E. Massé, *Hébergement et distribution de repas chauds. Le cas des sans-domicile*. Insee Première, 2002(823).
3. Brousse, C., B. De La Rochère, and E. Massé, *Hébergement et distribution de repas chauds. Qui sont les sans-domicile usagers de ces services*. Insee Première, 2002(824).
4. Insee, *Sans domicile*. Economie et statistique, 2006(391-392).
5. Marpsat, M. and J.-M. Firdion, *La rue et le foyer. Une recherche sur les sans-domicile et les mal-logés dans les années 90*. Travaux et documents. 2000, Paris: Ined et PUF